



***À l'occasion de la Conférence nationale des Territoires tenue à Cahors le 14 décembre 2017, le collectif des Voix de la Ruralité interpelle le Gouvernement à travers cette tribune : « Osons les Ruralités ».***

Une certaine France affiche sa Révolution. Cette Révolution sera complète si elle saisit la chance que constituent pour notre pays les territoires ruraux. L'actualité de la Conférence nationale des territoires offre l'opportunité d'ouvrir et d'élargir le débat sur ce sujet. Après avoir concerné les relations entre l'État et les collectivités, cette conférence doit relever le défi des espaces non métropolitains et traduire les aspirations des ruraux.

Chiche pour une concertation exigeante, portée par des objectifs précis s'attachant directement à résorber les fractures territoriales et sociales sans se limiter aux seules mesures réparatrices ou compensatoires. Cette démarche s'appuie sur la persistance d'une France oubliée telle qu'elle ressort de la récente étude du CREDOC ainsi que les engagements du Président de la République de résorber ce sentiment de déclassement territorial d'ici à la fin du quinquennat. Il est urgent que cette politique de fond devienne perceptible par les habitants et les entrepreneurs.

Partons sans détour du potentiel des territoires ruraux formés des villes petites et moyennes, des bourgs-centres et des campagnes, soit 60% de la population et 57% des emplois. Cette réalité économique, sociale, environnementale et humaine ouvre des perspectives sur le monde de demain.

La ruralité ne constitue-t-elle pas une chance pour notre pays dans la diversité et la spécificité de ses territoires, à accueillir les nouveaux flux démographiques générés notamment par les aspirations des français de plus en plus nombreux à sortir des concentrations urbaines ?

Mais le potentiel de la ruralité s'inscrit dans un projet de société plus global. Elle apporte des réponses aux nécessaires transitions dans lesquelles notre société est engagée: transition énergétique, de l'économie verte, de la gestion du foncier, du télétravail, de la « silver économie » et de la lutte contre les vulnérabilités.

**Ouvrir la concertation à toute la société**

Devant les maires de France, voilà quelques jours, le Président de la République a affirmé une certaine bienveillance à cette approche transversale. Nous devons donc élargir la concertation aux acteurs économiques, enseignants, chercheurs et citoyens qu'ils soient, ou non, regroupés dans des structures de développement ou des grandes associations



représentatives sur le plan social ou culturel. Ceux qui pensent et vivent leur territoire doivent en dessiner son avenir partagé. La ruralité n'a que trop souffert d'une vision centralisatrice et de décisions venues d'en haut.

Concrètement, nous proposons que l'ensemble des trente et une associations regroupées dans les « Voix de la ruralité », représentant plusieurs millions d'élus, de responsables et de citoyens, nourrissent par des projets concrets une vision cohérente de la France dans laquelle tous les territoires trouvent leur place.